

Regard sur le monde

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires étrangères
OTTAWA

NOV. 10 1999

50^e anniversaire de l'OTAN : le Canada et les défis de la réorganisation de l'OTAN

Quand les dirigeants des 19 membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) se réuniront à Washington du 23 au 25 avril, pour commémorer le 50^e anniversaire de l'Organisation, ils auront d'excellentes raisons de célébrer les réussites de l'Alliance. Non seulement l'OTAN a-t-elle été en mesure de contenir toute menace militaire contre ses membres depuis 1949, mais elle est également devenue la plus puissante et la plus efficace alliance militaire de tous les temps. En outre, l'OTAN s'est révélée un forum inestimable pour le développement de liens politiques, économiques, scientifiques et culturels solides entre ses membres.

Toutefois, malgré ses succès passés, l'OTAN fait face à plusieurs questions quant à son avenir. En l'absence de la menace soviétique qui unissait ses membres, l'Alliance saura-t-elle redéfinir son rôle et s'adapter aux nouveaux défis et aux nouvelles réalités de l'après-guerre froide?

En tant que membre fondateur de l'Alliance, le Canada, pour sa part, est prêt à relever le défi d'une nouvelle OTAN.



Le gouvernement canadien a, à plusieurs reprises, exprimé son soutien sans équivoque à l'Organisation et sa volonté de contribuer de façon positive à la redéfinition du rôle et du mandat de l'OTAN.

L'attitude du Canada est fondée sur une croyance essentielle : que l'Alliance a été et demeure la preuve concrète que la stabilité

vient de la

solidarité entre les pays des deux côtés de l'Atlantique. Cela reste tout aussi vrai aujourd'hui qu'au cours des jours les plus sombres de la guerre froide.

• suite à la page 2

Numéro 3 • 1999

Entrevue 2
avec le PM



Profil 5
Hume Wrong



Les enfants et la guerre 6



Le Canada et l'OTAN 8
Un partenariat



L'héritage 11
transmis par le roi Hussein



Le gouverneur général 12
en Afrique



photo : OTAN

Dirigeants des pays de l'OTAN au Sommet de Madrid en 1997



L'OTAN est l'une des tribunes importantes où le Canada exerce une influence internationale et participe à l'établissement d'un monde plus pacifique et plus prospère. Ce troisième numéro de **Canada — Regard sur le monde** explique le rôle historique du pays au sein de l'OTAN et étudie les perspectives d'avenir de l'Alliance atlantique qui célèbre cette année son 50^e anniversaire.

Ce numéro donne également un aperçu du partenariat toujours croissant entre le Canada et le Mexique, traite de l'entrée en vigueur de la Convention sur les mines antipersonnel et de plusieurs autres sujets dignes d'intérêt.

Nous espérons que cette livraison de **Canada — Regard sur le monde** vous plaira.

La rédaction

Mines terrestres	4
Les Canadiens s'expriment	10
Nations • Actualités	
Le partenariat Canada-Mexique	13
Culture et politique étrangère	14
Nouvelles en bref	15

• suite de la page 1

Son adhésion à l'OTAN aide aussi le Canada dans la poursuite de plusieurs de ses objectifs les plus importants en matière de politique étrangère :

- elle offre un cadre de sécurité collective essentiel pour renforcer la sécurité au Canada;
- elle est indispensable pour le maintien de la stabilité, à un moment où l'Europe change fondamentalement;
- elle constitue un forum pour la poursuite des relations transatlantiques, et pour les consultations transatlantiques sur les questions de sécurité;
- elle offre une structure transatlantique pour la coopération à l'égard des questions de contrôle des armements, de désarmement et de non-prolifération;
- elle encourage le développement démocratique et la stabilité dans les pays d'Europe centrale et orientale et dans l'ex-Union soviétique.

Au sujet du dernier point en particulier, le Canada considère que tous les arrangements de partenariat tels que le Conseil conjoint permanent OTAN-Russie, la Commission OTAN-Ukraine, le Conseil de partenariat euro-atlantique et le Partenariat pour la paix, de même que l'admission, le 12 mars, de la République tchèque, la Hongrie et la Pologne, sont une illustration vivante que l'OTAN continue d'être utile. ●—

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Canada et l'OTAN, veuillez consulter les sites Web suivants :

www.dfait-maeci.gc.ca/nato-otan

www.dfait-maeci.gc.ca/francais/foreignp/nato/nato-f.htm

www.dnd.ca

www.nato.int

www.nato.int/nato@50

web.idirect.com/~atlantic (Conseil Atlantique du Canada)

Pays membres

 Allemagne	 Italie
 Belgique	 Luxembourg
 Canada	 Norvège
 Danemark	 Pays-Bas
 Espagne	 Pologne
 États-Unis	 Portugal
 France	 République tchèque
 Grèce	 Royaume-Uni
 Hongrie	 Turquie
 Islande	

Entrevue avec le

Le 23 avril, le premier ministre Jean Chrétien ira à Washington pour une célébration bien méritée. M. Chrétien et ses homologues se rencontreront à l'occasion du 50^e anniversaire d'une alliance militaire et politique qui a fait ses preuves et contribué de façon non négligeable à la plus longue période de paix, de stabilité et de prospérité qu'aient connue ses États membres.

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord a bien servi les intérêts du Canada, et le Canada a été et continue d'être un partenaire actif et apprécié au sein de l'Alliance basée à Bruxelles. L'OTAN est l'un des points d'assise de la politique étrangère et militaire canadienne.

Mais le monde a changé radicalement depuis la fin de la guerre froide. Les menaces qui ont amené les pays fondateurs de l'OTAN à créer une alliance militaire et politique forte afin de se défendre en cas d'agression n'existent plus. Compte tenu des réalités et défis d'aujourd'hui, l'OTAN doit maintenant redéfinir son rôle et son mandat. Pour cette raison, le Sommet de Washington pourrait fort bien marquer un point tournant dans l'histoire de l'Alliance.

Canada — Regard sur le monde a demandé au premier ministre ses commentaires sur l'avenir de l'Alliance.

Canada — Regard sur le monde

Monsieur le Premier Ministre, en considérant les 50 premières années d'existence de l'OTAN, diriez-vous que l'Alliance a bien servi la politique étrangère et les intérêts militaires du Canada pendant cette période?

Le premier ministre Chrétien

Je le crois sincèrement. Tout d'abord, il suffit de regarder simplement une carte du monde pour se rendre compte que, pour un pays aussi vaste, ayant une si faible population, notre appartenance à l'OTAN nous a permis d'établir un plus grand nombre de partenariats de défense qu'il n'aurait été possible de le faire autrement. Deuxièmement, l'OTAN nous a offert un forum inestimable pour exercer une influence internationale, faire progresser les intérêts du Canada dans les domaines de la sécurité, de l'économie, des sciences et de la culture, et pour promouvoir nos valeurs démocratiques. D'autre part, si vous tenez compte du grand nombre de militaires de l'OTAN qui viennent au Canada chaque année s'entraîner dans des installations disséminées dans tout le pays, vous prenez conscience que notre adhésion à l'OTAN nous a apporté des avantages économiques tangibles, et continue de le faire.

premier ministre Chrétien

Jean Chrétien accorde

une entrevue à **Canada — Regard sur le monde**

Canada — Regard sur le monde

L'OTAN célèbre son 50^e anniversaire à un moment où sa raison d'être — protéger ses membres contre une écrasante menace militaire des pays de l'Est — n'existe plus. L'OTAN est-elle encore pertinente?

Le premier ministre Chrétien

Oui! Et j'irais même jusqu'à dire que l'Alliance est plus pertinente que jamais. Comme vous le savez, la fin de la guerre froide n'a pas donné lieu à la période de paix et de stabilité à laquelle beaucoup s'attendaient. Au lieu, elle a cédé la place à une ère d'instabilité et de changements sans précédent, marquée par de surnois conflits ethniques et par plusieurs nouvelles inquiétudes en matière de sécurité. Loin d'être devenue inadéquate, l'OTAN demeure essentielle à la stabilité de la région euro-atlantique. Un exemple concret est le fait que l'intervention de l'OTAN soit devenue la clé des accords de paix de Dayton et de l'arrêt de la guerre en Bosnie. De plus, il existe toutes sortes de nouvelles menaces qui ne peuvent être traitées et contenues que par une institution forte, comme l'Alliance atlantique.

Canada — Regard sur le monde

Pouvez-vous donner plus de détails sur ces menaces? Faites-vous allusion à des menaces non militaires?

Le premier ministre Chrétien

Je fais allusion à des menaces telles que l'intégrisme, le terrorisme, les armes nucléaires, les armes biologiques, la guerre électronique, entre autres. Des menaces qui ne sont pas toujours le fait d'États, mais de groupes ou de particuliers. Pour les traiter efficacement, une forte institution politique et militaire, qui ait une crédibilité et une autorité morale, est nécessaire. L'OTAN a tout cela. Sa structure de commandement intégrée, son mode de fonctionnement normalisé et ses forces permanentes aident à soutenir la diplomatie préventive, la gestion des crises et le maintien de la paix.

Canada — Regard sur le monde

L'automne dernier, de nombreux observateurs ont dit que l'OTAN passe actuellement par une crise de l'âge mûr, qu'elle doit redéfinir son rôle, et même s'interroger sur sa propre existence. D'autres affirment que, même si l'OTAN a toujours un but, elle doit étudier minutieusement sa raison d'être et voir si cela justifie son existence, en l'absence de sérieuse menace militaire à l'encontre de ses membres. Qu'en pensez-vous et comment le Canada contribuera-t-il au renouvellement de l'OTAN?

Le premier ministre Chrétien

Il est bien évident que le monde a changé et qu'une institution comme l'OTAN doit s'adapter aux nouvelles circonstances. Comme nos partenaires, nous reconnaissons que la défense collective ne constitue plus la tâche la plus urgente de l'Alliance. C'est d'ailleurs pourquoi elle a maintenant une structure militaire plus flexible et un nouveau concept stratégique construit autour de sa capacité de réaction rapide. Nous appuyons fortement les nouveaux rôles de l'OTAN et le nouveau partenariat de l'Alliance avec les pays de l'ancien Pacte de Varsovie. Je crois sincèrement que l'OTAN peut jouer un rôle central pour assurer la stabilité et le retour de la prospérité dans les pays d'Europe centrale et orientale.

Entre-temps, le danger posé par les armes nucléaires est réapparu suite aux essais menés par l'Inde et le Pakistan l'été dernier. Je crois que l'OTAN a un rôle à jouer pour promouvoir la non-prolifération nucléaire.

Enfin, l'Alliance a formé des partenariats fructueux avec la Russie, l'Ukraine et des pays d'Europe centrale et orientale, ainsi qu'avec l'Organisation pour la sécurité et

la coopération en Europe. Elle entretient également des relations harmonieuses avec les Nations Unies. Ces partenariats contribuent grandement à la sécurité mondiale. Ils doivent donc se poursuivre.

Canada — Regard sur le monde

Vous avez mentionné, et ce sera là notre dernière question, les menaces que représentent les armes nucléaires. Cet automne, on a beaucoup débattu au sujet de la position du Canada à l'égard des propositions suggérant que l'OTAN renonce à son droit d'utiliser d'abord les armes nucléaires. Pouvez-vous clarifier la position du Canada sur cette question?

Le premier ministre Chrétien

La question ne se pose pas. Le Canada demeure engagé vis-à-vis de l'OTAN et reconnaît que les armes nucléaires jouent actuellement un rôle dans la politique de sécurité et de défense de cette dernière. Cependant, nous sommes convaincus qu'il est nécessaire d'entreprendre un dialogue approfondi, qui démontre que nous prenons au sérieux la nécessité de remettre à jour l'Alliance afin de refléter les nouvelles réalités internationales. Comme je viens de le dire, l'OTAN doit faire partie de la solution apportée au problème de la prolifération. Pour y parvenir, l'Alliance devra prendre de nouvelles initiatives, trouver de nouvelles approches et adopter une nouvelle façon de penser pour réagir aux nouvelles dynamiques d'un monde différent. ●



photo : J.M. Carisse/CPM

Mise à jour sur les mines terrestres

Mines antipersonnel : la Convention d'Ottawa a vraiment un impact

« C'est une victoire pour les justes », de dire le premier ministre Chrétien, le 1^{er} mars, lors d'une cérémonie du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) marquant l'entrée en vigueur officielle du traité contre les mines antipersonnel. Ce traité, dont le nom officiel est la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, fut signé à Ottawa en décembre 1997 par 122 pays. Il a depuis reçu 13 signatures additionnelles et a été ratifié par 67 pays.

L'entrée en vigueur de ce traité le 1^{er} mars signifie que ses dispositions ont maintenant force de loi auprès des pays qui l'ont ratifié. Cela comprend un engagement d'interdire la production et l'exportation des mines, la destruction des stocks dans un délai de quatre ans, le déminage des terres dans un délai de dix ans, et l'assistance envers la réhabilitation des victimes, également dans un délai de dix ans. Le premier ministre a noté que la rapidité avec laquelle la Convention d'Ottawa est entrée en vigueur était sans précédent en ce qui concerne un traité de désarmement.



Mélanie Gagnon, de Montréal, l'une des jeunes ambassadrices canadiennes de l'action contre les mines

Les participants vont faire le point sur les progrès accomplis jusqu'à alors et va planifier les prochaines étapes de la campagne contre les mines antipersonnel.

La Collecte de fonds des jeunes ambassadeurs de l'action contre les mines — « Dansons pour vaincre la peur »

Les jeunes Canadiens sont désireux de contribuer à la campagne internationale d'action contre les mines. Conçue pour coïncider avec l'entrée en vigueur du Traité d'Ottawa en mars, la collecte de fonds intitulée « Dansons pour vaincre la peur » — initiative nationale visant à sensibiliser la population à la crise mondiale des mines antipersonnel — a fait danser des étudiants lors d'événements partout au pays. Cette activité visait à recueillir des fonds afin de nettoyer les pays dont le sol est semé de mines antipersonnel et d'aider les victimes, leurs familles et leurs collectivités. Mélanie Gagnon, de Montréal, l'une des jeunes ambassadrices canadiennes de l'action contre les mines, estime que la danse qu'elle a organisée a remporté un vif succès. Quelque 350 jeunes ont participé à l'événement qui a eu lieu au Collège Villa Maria, à Montréal. Des événements semblables sont organisés par les jeunes ambassadeurs à Saint John, Ottawa, Winnipeg et Vancouver.

Mélanie Gagnon dit que le fait d'être une jeune ambassadrice a eu un véritable impact. « Depuis le lancement du programme en septembre dernier, raconte-t-elle, j'ai rencontré des milliers d'élèves du secondaire et d'étudiants universitaires qui veulent apporter leur contribution à un changement durable. Les jeunes sont profondément touchés par la destruction et les souffrances humaines que causent les mines antipersonnel. Ils viennent me demander comment ils peuvent s'impliquer, comment ils peuvent aider. Beaucoup sont maintenant activement engagés dans des campagnes visant à faire parvenir des lettres aux pays qui n'ont pas ratifié la Convention et travaillent à toutes sortes de projets éducatifs et de collectes de fonds pour aider le monde à se débarrasser de ce fléau. »



photo: John Rodstee



photo: MAECI

Cérémonie marquant l'entrée en vigueur de la Convention d'Ottawa. De gauche à droite : Robin Collins, Mines Action Canada; Joschka Fischer, vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères d'Allemagne; le premier ministre Jean Chrétien; le ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy; sir Leon Brittan, vice-président de la Commission européenne; Pierre Duplessis, Croix-Rouge canadienne.

Le ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy, qui participait également à la cérémonie où a été dévoilée une réplique en bronze de la première page de ce traité, a indiqué que celui-ci avait déjà un impact certain et que le Canada continuait de jouer un rôle de premier plan dans ce dossier. De nouveaux programmes d'action contre les mines sont en cours dans 25 pays, le taux de victimes dans certaines régions a chuté de façon importante et plus de 14 millions de mines stockées ont été détruites. Même les pays qui n'ont pas signé ce traité ressentent une certaine pression qui les incite à mettre en vigueur plusieurs de ses dispositions : par exemple, les États-Unis, la Chine et la Russie ont mis en place de façon unilatérale, un moratoire partiel sur l'exportation des mines. Les États-Unis contribuent des sommes importantes à l'action contre les mines et la Chine a contribué au déminage en Bosnie et prévoit organiser une conférence régionale sur le déminage. Le ministre Axworthy a cependant indiqué que le degré d'engagement de la communauté internationale, des organisations non gouvernementales et des donateurs privés doit demeurer élevé si l'on veut que les objectifs de ce traité soient atteints.

Les pays signataires de ce traité et d'autres partenaires intéressés se rencontreront à Maputo, au Mozambique, en mai, lors de la Première réunion des États parties à la Convention.

Pour de plus amples renseignements sur les efforts canadiens contre les mines ou pour savoir comment vous pouvez contribuer à la cause du déminage, nous vous invitons à visiter notre site Web www.mines.gc.ca

PORTRAIT D'UN DIPLOMATE CANADIEN

Hume Wrong :

la bonne personne au bon moment

Deux Canadiens se démarquent dans l'histoire de la fondation de l'OTAN. Le nom de l'un d'eux est très bien connu : Lester B. Pearson. Celui de l'autre, Hume H. Wrong, l'est sans doute moins. Mais historiens et diplomates professionnels savent très bien de qui il s'agit.

Au moment où l'on négociait le Traité de l'Atlantique Nord, le gouvernement canadien était représenté par Hume Wrong, alors ambassadeur à Washington.

Hume Wrong a joué un rôle très important dans les négociations. Il était fermement convaincu que le Traité devait avoir force d'obligation pour tous les membres signataires, et plus particulièrement les États-Unis et le Canada. Il exprima un point de vue tout à fait canadien, soutenant avec succès que le Traité devait également permettre la coopération non militaire. Et quand fut venu le temps de l'ébaucher, M. Wrong participa à la rédaction du Traité, qui fut signé à Washington le 4 avril 1949.

L'importance grandissante de la position canadienne dans les discussions de l'OTAN était un signal de l'influence accrue de notre pays.

Au début des années 1940, le Canada évoluait dans l'ombre de la Grande-Bretagne (où notre pays passait encore souvent pour une colonie) et des États-Unis, qui jouissaient d'une immense influence sur la scène internationale. Dans l'élaboration de la stratégie des alliés durant la Deuxième Guerre mondiale, les deux superpuissances fonctionnaient par le biais de « conseils mixtes ». Résultat : au moment des grandes décisions, le Canada était toujours laissé de côté.

En 1942, arrive Hume Wrong, alors adjoint de l'ambassadeur du Canada à Washington, qui soutient que le Canada ayant grandement contribué à la cause des alliés, grâce à de généreux apports dans les domaines de l'équipement militaire, de l'instruction, de la nourriture et du personnel, ne pourrait guère continuer d'apporter un tel appui s'il n'était pas représenté au sein des conseils.

« M. Wrong insista vigoureusement pour que le Canada ait sa place au soleil, écrit l'historien Jack Granatstein. C'était là une position de négociation inhabituelle pour le Canada, et sa fermeté [...] toucha des cordes sensibles. » M. Wrong eut gain de cause.

Au sujet de la période où Hume Wrong fut ambassadeur aux États-Unis, M. Pearson écrit : « Les bonnes relations entre le Canada et les États-Unis dans une période difficile peuvent être attribuées aux compétences professionnelles et aux sages conseils de Hume Wrong. »

Qu'avait donc Hume Wrong pour relever les défis de l'époque? De la persistance et du patriotisme sans doute, deux qualités dont il a su faire preuve durant sa carrière. Né à Toronto en 1894, M. Wrong fit ses études à l'Université de Toronto puis à l'Université d'Oxford. Borgne, il ne put servir dans les Forces armées canadiennes durant la Première Guerre mondiale. Ne se laissant pas abattre, il réussit à s'enrôler dans les Forces britanniques. Après la guerre, M. Wrong revint enseigner l'histoire à l'Université de Toronto.

Il entra au ministère des Affaires extérieures en 1927. Ses postes successifs l'amènèrent à Washington, à Genève (où il représenta le Canada à la Société des Nations) et à Londres. Ces diverses affectations lui permirent d'acquérir une solide expérience des affaires internationales et d'anticiper un rôle grandissant pour le Canada.

Hume Wrong est mort en 1954. Il est enterré à Wakefield, au Québec, dans le même cimetière que deux amis et diplomates canadiens de sa génération, Norman Robertson et Lester B. Pearson. ●—



photo : Archives nationales du Canada

L'ambassadeur du Canada aux États-Unis, Hume Wrong, signe le Traité de l'Atlantique Nord au nom du Canada, à Washington, le 4 avril 1949.

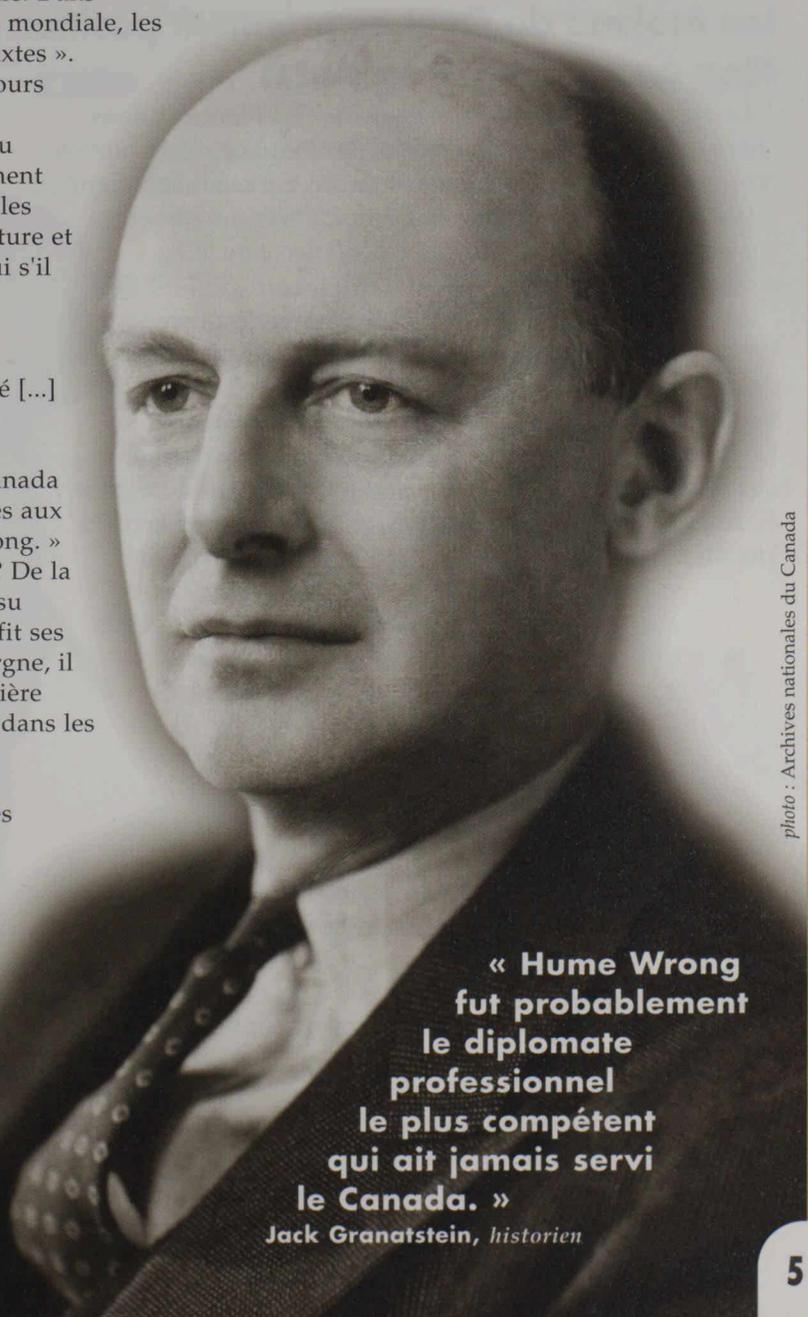


photo : Archives nationales du Canada

« Hume Wrong fut probablement le diplomate professionnel le plus compétent qui ait jamais servi le Canada. »

Jack Granatstein, historien

Les enfants

ET



photo : Lisa Woodsworth

Le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, et la députée fédérale de Laval-Ouest, Raymonde Folco, recevant la pétition des mains de Philippe Laterreur et Christine Plouffe de l'École secondaire Paul-Arseneau.

Les écoliers du Québec prennent position : Non aux enfants-soldats!

Le 26 février 1999, au Centre Saint-Pierre à Montréal, deux étudiants de l'École secondaire Paul-Arseneau de L'Assomption, représentant des écoles de tout le Québec, ont remis avec fierté au ministre Axworthy une boîte lourde et difficile à soulever contenant 31 000 signatures d'une pétition contre le recrutement d'enfants-soldats.

Au cours d'une cérémonie très émouvante organisée sous les auspices de l'Action des Chrétiens et Chrétiennes pour l'abolition de la torture (ACAT), des clowns de Clowns sans frontières, costumés en démineurs, ratissaient l'auditorium à la recherche de mines antipersonnel, pendant que les organisateurs et les étudiants s'exprimaient. Une jeune élève a lu le témoignage d'une fillette de 13 ans, originaire du Honduras, ayant le même âge qu'elle, qui, après avoir été recrutée, avait été forcée à agir comme esclave sexuelle des soldats. « Plutôt que de m'aider à changer le monde, comme ils me l'avaient promis, ils m'ont maltraitée et ont piétiné ma dignité. » Son camarade de classe, un jeune garçon, a parlé de la douleur indescriptible d'un jeune Libérien surnommé « Hitler, le tueur » qui, avant d'atteindre ses 11 ans, avait déjà tué dix personnes. « J'ai fait des cauchemars en pensant à ces atrocités; je voyais constamment leur visage, puis je fondais en larmes. Je ne veux plus tuer personne. Je veux oublier. »

De dire le ministre Axworthy : « Des actes de solidarité comme ceux d'organismes tels que l'ACAT et d'élèves du Québec sont un stimulant extraordinaire pour l'approche adoptée par le Canada pour promouvoir la sécurité des enfants et nous encourager dans notre lutte pour créer un monde meilleur. »

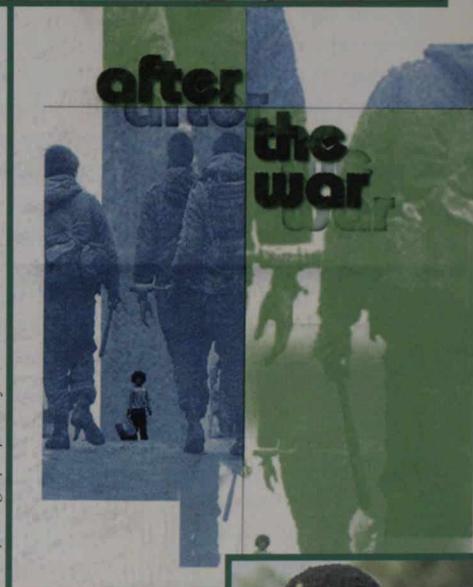


dessin : Adoki Alfred, 14 ans (Ouganda)

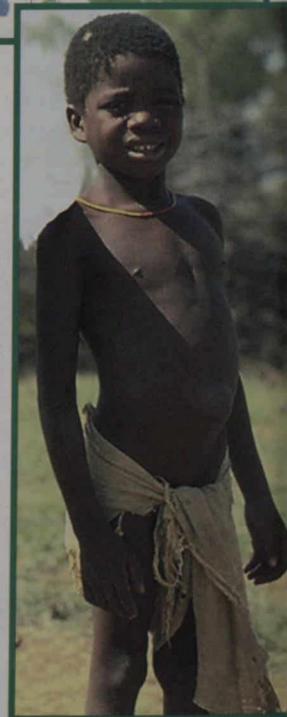


conception graphique : Lynne Heller

photo : Lisa Woodsworth



dessin : Acen Paska (Ouganda)



Dwaka Dennis ancien enfant-soldat (Ouganda)

L A GUERRE

Initiatives politiques Protéger les droits des enfants dans les conflits armés

Plusieurs nouvelles initiatives visant la protection des enfants dans les conflits armés ont récemment été annoncées.

Elles comprennent :

- une contribution de 400 000 \$ pour appuyer le travail et pour assurer la visibilité continue et la prise de mesures du représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour la protection des enfants dans les conflits armés, M. Olara Otunnu;
- l'appui à un atelier conjoint Canada-Norvège qui réunira un petit nombre de gouvernements afin d'échanger des vues sur les difficultés communes à surmonter pour aligner les lois intérieures sur les termes prévus du protocole facultatif qui assortirait la Convention relative aux droits de l'enfant, protocole qui augmenterait l'âge de recrutement et de participation à un conflit;
- l'appui à un projet conjoint Canada-Norvège qui consistera à élaborer des modules de formation pour sensibiliser les gardiens de la paix aux problèmes des enfants dans les zones de conflit et les rendre plus aptes à y faire face;
- une initiative conjointe Canada-Norvège afin de coordonner les programmes des gouvernements et des organisations non gouvernementales sur la question des enfants dans les conflits armés, avec l'objectif d'organiser éventuellement une conférence internationale sur la question.

Les initiatives culturelles du MAECI en faveur des enfants touchés par la guerre Comment aider les enfants à s'aider eux-mêmes

« L'image d'un homme qui fut mon mari. Il a le visage de la mort. » Cette légende est celle d'un dessin intitulé *Mon mari soldat*, d'Acen Paska, la jeune épouse d'un enfant-soldat de l'Ouganda. Cette oeuvre fait partie de l'exposition *Les enfants du vent*, présentée au Musée McCord de Montréal, jusqu'au 25 avril, et s'inscrit dans le cadre d'un projet de thérapie par l'art appelé « Mapping Our World ». Les dessins de ce projet sur les droits de l'enfant sont le fruit d'ateliers d'une durée de cinq jours au cours desquels des enfants du monde entier ont décrit leur vie par le biais de dessins, de peintures, de rédactions, de photographies et de vidéos. Ils nous expriment comment ils se perçoivent, comment la guerre touche leur vie et leurs espoirs pour l'avenir.

Ce projet est l'un des 14 qui reçoivent un appui financier du programme Initiatives culturelles pour les enfants touchés par la guerre, parrainé par le MAECI. Le but de ce programme est de sensibiliser le public aux enfants qui vivent un conflit armé par le biais d'activités culturelles organisées à l'échelle internationale. Voici d'autres exemples de ces projets :

• *After the War* est un film documentaire dont le but est d'explorer les vies et perspectives de jeunes vivant au Canada après avoir échappé à des situations de conflit. Le film vise également à informer le grand public au sujet des effets dévastateurs de la guerre sur les jeunes.

• En 1990, durant une période de troubles en Éthiopie, un enseignant canadien, Marc La Chance, s'est rendu à Addis-Ababa et a changé la vie des enfants dans la ville lorsqu'il s'est aperçu que plusieurs d'entre eux avaient de remarquables habiletés physiques et capacités créatives. Il a commencé à enseigner aux enfants les concepts d'expression personnelle, de confiance en soi et de travail en équipe au moyen de mouvements créatifs, de gymnastique et d'activités de cirque. En moins d'un an, le Cirque d'Éthiopie était né.

Le cirque comprend 30 jeunes Éthiopiens (âgés entre 10 et 25 ans) qui présentent des numéros de cirque incroyables dans un contexte théâtral. Il a remporté un immense succès en Éthiopie et en Europe. Avec le soutien du programme Initiatives culturelles pour les enfants touchés par la guerre, ce cirque pourra participer au Milk International Children's Festival of the Arts à Toronto et au Vancouver International Children's Festival au mois de mai prochain. Leur présence à Toronto et à Vancouver va marquer leurs débuts au Canada.

• Le MAECI encourage les communautés artistiques et culturelles du Canada à soumettre de nouvelles demandes. Les échéances sont les suivantes : le 14 mai, pour les projets qui auront lieu au cours de l'été et de l'automne de 1999, et le 15 octobre, pour ceux qui auront lieu au cours de l'hiver de 1999-2000. ●

Pour de plus amples renseignements, veuillez téléphoner au (613) 996-3649
ou consulter le site Web du MAECI
(<http://www.dfait-maeci.gc.ca/culture/children/menu-f.htm>)
pour obtenir des descriptions des projets choisis, du programme
et de la sélection des projets.

HOMME D'ÉTAT PAR EXCELLENCE
 HOMME D'ÉTAT PAR EXCELLENCE
 HOMME D'ÉTAT PAR EXCELLENCE

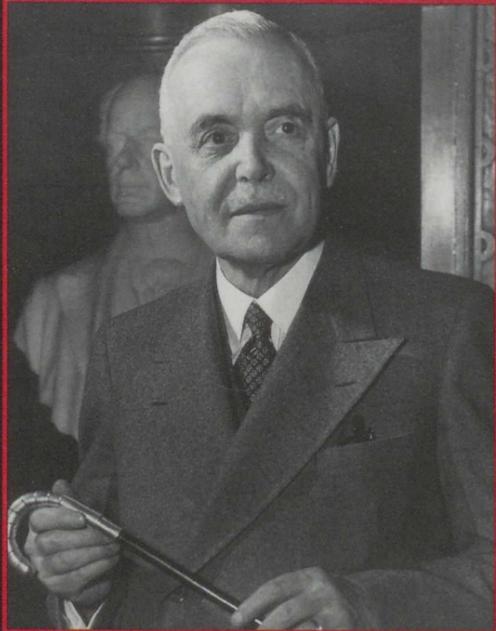


photo : Archives nationales du Canada

En 1947, Louis Saint-Laurent a insisté de manière convaincante sur le fait que les pays visant les mêmes objectifs devaient faire front commun pour former une force de collaboration qui, avec le recul, ressemble à l'OTAN.

Deux ans avant le Traité de Washington, M. Saint-Laurent, alors secrétaire d'État aux Affaires extérieures, déclarait : « Les Canadiens francophones et anglophones sont un peuple qui ne fait pas confiance [...] aux gouvernements qui règnent par la force et qui s'opposent à la liberté d'expression. »

Il ajouta ceci : « La meilleure garantie de paix [...] est la création et le maintien par les pays du monde libre [...] d'une force capable de faire échec à tout adversaire ou toute coalition possible d'adversaires. Cette force doit être non seulement militaire, mais économique et morale. »

Le CANADA et

Plus de 1 300 soldats canadiens participent actuellement à la Force de stabilisation de

l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord basée en Bosnie-Herzégovine en vue d'y instaurer la paix. Des agents de la Gendarmerie

royale du Canada et

d'autres Canadiens ne

faisant pas partie

des Forces armées

contribuent à

normaliser la vie

civile. En Allemagne,

des Canadiens font

partie de la force

aérienne de détection

anticipée de

l'OTAN.

Au pays, le Canada maintient une force de 10 000 membres des trois éléments — eau, air et terre —, qui sont prêts à contribuer à la défense collective dans le cadre de l'Alliance. Il s'agit là du plus récent chapitre d'un partenariat entrepris il y a 50 ans.

En 1948, l'invasion de la Tchécoslovaquie par un gouvernement communiste, suivie du blocus de Berlin, lance un signal d'alarme. L'antagonisme entre l'Union soviétique et les puissances occidentales a donné lieu à une guerre froide qui risquait à tout moment de s'enflammer. En un an, 12 pays occidentaux, dont le Canada, signèrent le Traité de Washington créant l'OTAN.

Le Canada exerçait une grande influence sur les affaires internationales en tant que cinquième puissance militaire au sein de l'alliance victorieuse de la Deuxième Guerre mondiale. Notre corps diplomatique, petit mais hautement respecté, a milité adroitement en faveur de l'adoption d'une politique étrangère indépendante. Le Canada a joué un rôle de chef de file dans la fondation des Nations Unies en 1945 et a fait de même pour la création de l'OTAN. Les Canadiens ont participé à la

rédaction du Traité de Washington et ont réussi à y insérer un article permettant la coopération non militaire.

Pendant plus de 40 ans de guerre froide, le Canada a contribué à l'OTAN, en y fournissant d'importantes forces terrestres et aériennes, dont une brigade d'armée et une division aérienne. Au début des années 1950, une escadre complète d'avions de chasse de l'Aviation royale du Canada constituait une part importante de la défense aérienne de première ligne de l'OTAN. Le Canada a réduit ses engagements à l'égard de l'OTAN en 1969, maintenant des forces plus petites en Europe jusqu'à ce que nos derniers contingents se retirent en 1994 suite à la fin de la guerre froide.

Alliance militaire la plus efficace de l'histoire, l'OTAN a aidé à éviter l'ultime catastrophe — un conflit thermonucléaire entre les superpuissances. Elle a fourni le bouclier de sécurité derrière lequel l'Europe a entrepris son processus d'intégration. Cette mission étant accomplie, on s'est demandé alors : quel est le rôle de l'Alliance aujourd'hui?

La réponse n'a pas tardé. Après l'effondrement de l'Union soviétique en 1990,

l'affrontement entre les deux grandes puissances a cédé la place à des conflits plus petits mais dévastateurs. L'OTAN — qui vient d'accueillir trois nouveaux membres de l'ancien bloc communiste (Hongrie, Pologne et République tchèque) — constitue une force de stabilisation essentielle. Dans l'ex-Yougoslavie, elle se veut l'instrument armé du rétablissement international de la paix.

Puisqu'il estime que l'OTAN doit être plus qu'une alliance militaire, le Canada a tissé des liens non militaires — initiant, puis se faisant le promoteur de la réforme d'après-guerre froide du Programme scientifique de l'OTAN. Le Canada a aussi encouragé l'Alliance à jouer un rôle dans les questions touchant la sécurité humaine : ainsi, des troupes de l'OTAN participent activement au déminage en Bosnie. Et le Conseil de partenariat euro-atlantique examine les façons dont l'OTAN et ses

partenaires peuvent aider à amenuiser les problèmes causés par la prolifération des armes légères.

En d'autres mots, il y a encore beaucoup à faire pour la cause de la paix et de la stabilité, et le Canada a

l'intention d'être un participant actif dans cette quête. ●

photo : Allen Macartney

l'OTAN 50 ANS DE PARTENARIAT





Le développement de la politique étrangère :

les Canadiens définissent leurs priorités

L'Organisation des Nations Unies devrait affecter plus de personnel civil au maintien de la paix et embaucher plus de jeunes stagiaires à New York. Voilà quelques-unes des recommandations formulées par les Canadiens lors du Forum national sur la politique étrangère de 1999 dont le thème était la sécurité humaine et le Conseil de sécurité.

Les Canadiens ont aussi demandé que l'impact des sanctions sur les enfants, les femmes, l'environnement naturel et la culture soit évalué avec soin, que le Conseil de sécurité se consacre davantage aux questions de sécurité humaine, telles que la criminalité internationale, et que soit renforcé le rôle des organisations non gouvernementales dans les affaires relevant du Conseil de sécurité.

Des rencontres ont été tenues à Saint John, à Montréal et à Vancouver. Les organisateurs locaux y ont convié des représentants de milieux divers, entre autres, des universitaires, des gens d'affaires, des travailleurs, des dirigeants communautaires et des jeunes. Lors de ces trois rencontres, le public a exprimé le désir d'en apprendre davantage sur les travaux du Conseil de sécurité et la nécessité de mieux faire connaître l'ONU auprès des jeunes et de leur donner la possibilité d'y travailler.

Lors de la rencontre du Forum national de Montréal, le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, a déclaré que la sécurité humaine est le principal objectif que s'est fixé le Canada pour son mandat de deux ans au Conseil de sécurité (des extraits de son discours se trouvent à la page 13). À Vancouver, la ministre de la Coopération internationale et ministre responsable de la Francophonie, M^{me} Diane Marleau, a souligné l'approche tous azimuts, adoptée par l'Agence canadienne de développement international en vue de renforcer la sécurité humaine dans le monde. Le secrétaire d'État (Asie-Pacifique), M. Raymond Chan, a souhaité la bienvenue aux participants et a rappelé que la politique étrangère est désormais trop importante pour être laissée aux seuls diplomates, politiciens et universitaires. Il a invité les citoyens et les organisations de la société civile à se montrer plus actifs dans ce domaine.



Une fenêtre sur l'avenir

Le premier Séminaire annuel sur la politique à l'intention des étudiants diplômés, organisé par le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère sur le thème « Le Canada dans le monde », aura lieu du 3 au 9 mai 1999. Quinze étudiants diplômés en sciences politiques, en histoire, en administration publique, en droit, en économie et en relations internationales seront invités à présenter leurs travaux de recherche sur divers aspects des relations internationales du Canada. Outre les exposés des étudiants, le séminaire donnera lieu à des rencontres avec des fonctionnaires et des décideurs, et permettra aux diplômés d'échanger des idées avec des étudiants d'autres universités et d'obtenir une rétroaction sur leurs sujets de recherche. Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec M^{me} Natalie Mychajlyszyn au (613) 520-2600.

Le Séminaire se terminera par un autre nouvel événement, la première Table ronde annuelle des universitaires. Le 7 mai 1999, des universitaires éminents se spécialisant dans les relations internationales et la politique étrangère seront invités à une journée entière de discussion sur les enjeux et les tendances de la politique étrangère canadienne. ●

Nous continuons de créer des mécanismes et des occasions visant à recueillir les commentaires du public et à renseigner les Canadiens sur l'évolution de la politique. À partir du printemps 1999, le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère préparera un rapport annuel sur le développement de la politique étrangère du Canada, faisant état des éléments nouveaux dans ce domaine, particulièrement dans la foulée des projets de politique, des tables rondes, des rencontres du Forum national et d'autres activités.



Centre canadien
pour le développement
de la politique étrangère

Le procès-verbal complet des rencontres du Forum national figure dans notre site Web (www.cfp-pec.gc.ca).

photos : MAECI

RÉFLEXIONS CANADIENNES SUR L'HÉRITAGE TRANSMIS PAR LE

roi Hussein

Le décès du roi Hussein en février soulève plusieurs questions quant à l'avenir de la paix au Moyen-Orient. Andrew N. Robinson est coordonnateur spécial pour le Processus de paix au Moyen-Orient au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Pendant trois ans, il a été l'ambassadeur du Canada au Royaume hachémite de Jordanie. Depuis 1995, M. Robinson préside, au nom du Canada, le Groupe de travail — comptant 45 pays — sur les réfugiés dans le cadre du volet multilatéral du Processus de paix au Moyen-Orient. **Canada — Regard sur le monde** a interviewé M. Robinson, peu après le décès du roi Hussein.

Canada — Regard sur le monde

Quelles sont les répercussions de la mort du roi Hussein pour le Canada et en ce qui concerne la paix au Moyen-Orient?

Andrew Robinson

Le roi Hussein lui-même est irremplaçable. Toutefois, le travail qu'il a accompli a laissé des assises très solides pour le développement de son pays, pour l'avancement de la paix et pour la poursuite de la relation amicale qu'entretient le Canada avec la Jordanie.

Sous le règne du roi Hussein, la Jordanie est passée d'un royaume fragile possédant peu d'institutions à un État digne de ce nom, doté d'un parlement et d'une fonction publique opérationnelle. À l'échelle régionale, le roi s'est révélé un pilier de la stabilité au Moyen-Orient. En 1994, il a signé un traité de paix avec Israël, faisant de la Jordanie le second pays arabe seulement à le faire. Ce traité a été largement inspiré par lui. Il a été négocié parce que le roi était devenu convaincu que la paix avec Israël était dans l'intérêt stratégique de la Jordanie.

Canada — Regard sur le monde

Comment caractériseriez-vous les relations du Canada avec la Jordanie au cours du règne du roi Hussein?

Andrew Robinson

Elles ont été constamment solides, même durant la guerre du Golfe, qui a placé la Jordanie dans une situation particulièrement dangereuse et délicate. Le Canada a démontré très concrètement qu'il reconnaissait la situation difficile de la Jordanie, alors que d'autres pays amis se sont montrés moins compréhensifs. Essentiellement, nous avons montré que nous soutenions un leader du Moyen-Orient qui prenait des risques pour la paix. Les Jordaniens ont remarqué cette attitude et ne l'ont pas oubliée.

Canada — Regard sur le monde

Qu'en est-il du rôle prédominant joué par le Canada au sein du Groupe de travail sur les réfugiés?

Andrew Robinson

Voilà un autre point qui nous unit. Le Moyen-Orient compte 3,6 millions de réfugiés palestiniens, dont au moins 1,2 million se trouvent en Jordanie. La Jordanie leur a accordé la citoyenneté, mais ils demeurent toujours des réfugiés selon la définition qu'en donne l'ONU. Leur situation n'est toujours pas réglée dans le cadre du Processus de paix au Moyen-Orient, et la Jordanie apprécie beaucoup le leadership dont le Canada fait preuve au sein du Groupe de travail sur les réfugiés.

Canada —

Regard sur le monde

Avez-vous des souvenirs personnels du roi Hussein?

Andrew Robinson

J'ai été ambassadeur du Canada en Jordanie de 1992 à 1995 et je l'ai rencontré comme il se devait au cours de cette période. Le roi Hussein estimait particulièrement le Canada qu'il avait d'ailleurs visité à maintes reprises, et il s'intéressait à de nombreux aspects de la réalité canadienne. Je me souviens plus particulièrement de notre discussion au sujet des efforts menés par le Canada pour accroître la loyauté des néo-Canadiens sans exiger d'eux qu'ils tranchent leurs liens avec leurs pays d'origine. Cette question présentait un intérêt particulier pour Sa Majesté, en raison du fait qu'une grande partie de la population jordanienne était d'origine palestinienne.

Ce dont je me souviens plus particulièrement, c'est l'affection qu'éprouvait le peuple jordanien pour son roi. J'ai été témoin de ce sentiment en 1992, lorsque celui-ci est rentré des États-Unis après un traitement médical prolongé. Les rues étaient bondées de gens venus de tous les coins de la Jordanie et qui, de façon très spontanée, s'étaient rendus à Amman pour lui témoigner le bonheur que leur procuraient son retour et son rétablissement.

Ces scènes se sont répétées lorsque le roi est rentré de la Clinique Mayo en 1999, après ce qui semblait être un traitement réussi. Par un temps froid et pluvieux, il a insisté pour répondre à l'accueil de son peuple en se montrant à lui dans une voiture ouverte. Compte tenu de son état de santé, ce fut peut-être une erreur mais son geste reflétait à quel point il était proche du peuple jordanien.

Canada — Regard sur le monde

Les réalisations du roi lui survivront-elles?

Andrew Robinson

Le roi a certainement jeté les fondations de la poursuite des relations israélo-jordaniennes, mais celles-ci n'évolueront pas indépendamment de la situation régionale. La situation économique jouera un rôle important, et les amis de la Jordanie devront prouver leur amitié de façon concrète. Il a été très encourageant de voir les signes chaleureux de soutien venant, entre autres, du Koweït et de l'Arabie saoudite. ●



photo : Gracieuseté d'Andrew Robinson

La visite d'État du gouverneur général en Afrique :

RENFORCER LES LIENS POLITIQUES

Lorsque M. Roméo LeBlanc est descendu à Dakar, au Sénégal, le 12 février, il devenait le premier gouverneur général du Canada à visiter l'Afrique. La visite d'État de 16 jours, qui l'a également conduit en Côte d'Ivoire, au Mali, en Tanzanie et au Maroc, a marqué un nouveau pas dans le renforcement du partenariat Canada-Afrique. Le gouverneur général était accompagné de la ministre de la Coopération internationale et ministre responsable de la Francophonie, M^{me} Diane Marleau, et d'une délégation composée de parlementaires et de représentants des milieux d'affaires, de la culture et de l'enseignement, ainsi que d'organisations non gouvernementales.



La visite a également témoigné de l'appui du Canada aux pays qui jouent un rôle de plus en plus constructif dans les efforts régionaux vers la paix et la stabilité en Afrique. La Côte d'Ivoire, par exemple, qui a créé un Centre régional de formation en maintien de la paix, a indiqué son engagement à participer à des missions de prévention de conflit et de maintien de la paix avec ses voisins. Le Mali est étroitement impliqué dans des efforts de médiation de paix, notamment dans le conflit interne au Libéria. Le président Konaré a fermement appuyé le Canada dans la campagne pour l'adoption de la Convention internationale sur les mines antipersonnel. Il a également fait la promotion d'un moratoire sur l'importation, l'exportation et la fabrication des armes légères, qu'il a présenté à l'ONU en 1997.

Quant au Sénégal, il a participé à plusieurs missions de maintien de la paix de l'ONU et des organisations régionales. Le Sénégal, qui entretient des relations étroites avec le Canada, a également été le premier pays africain à accueillir un Sommet de la Francophonie (1989). En Tanzanie, le gouverneur général a salué le rôle actif joué par ce pays pour tenter de résoudre les conflits actuels dans la région des Grands Lacs, notamment le conflit

interne au Burundi. La ministre Marleau a profité de sa rencontre avec M. Mwalimu Julius Nyerere, président fondateur de la Tanzanie et facilitateur du processus de paix dans la région, pour annoncer l'octroi par le Canada, à travers le Fonds de consolidation de la paix, d'une contribution de 750 000 \$ pour appuyer la Fondation Nyerere et le Processus de paix d'Arusha.

Le Maroc est un partenaire du Canada dans le volet multilatéral du Processus de paix au Moyen-Orient. Ces dernières années, les deux pays ont renforcé leurs relations et accru leur dialogue politique. Leurs relations économiques ont également connu un regain de vie, surtout depuis la signature, en 1996, de la Déclaration de partenariat politique, technologique et économique.

Renforcer les liens économiques

Les années 1980 ont été difficiles pour les économies africaines qui ont grandement souffert de l'effondrement du prix des matières premières et de la hausse brutale du prix du pétrole. La situation s'améliore lentement, et, pour plusieurs pays, surtout ceux qui ont lancé des réformes économiques, la reprise s'annonce et il y a maintenant de bonnes occasions de commerce et d'investissement. Le commerce bilatéral du Canada s'est accru avec tous les pays visités. Tous ont entrepris des programmes de privatisation qui attirent les investisseurs étrangers, y compris ceux du Canada. Au Sénégal par exemple, Hydro Québec International a remporté le contrat pour gérer la compagnie nationale d'électricité.

Les hommes et femmes d'affaires canadiens qui accompagnaient le gouverneur général ont pu établir des contacts avec des dirigeants politiques et des gens d'affaires africains clés. Grâce au mouvement en faveur de la démocratisation dans plusieurs pays, l'avenir de l'Afrique paraît maintenant plus prometteur que jamais et des partenariats entre des firmes canadiennes et africaines vont vraisemblablement voir le jour à la suite de cette visite. ●



N A T I O N S

• ACTUALITÉS •

Déclaration officielle

Extraits du discours du ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, devant le Forum national sur la politique étrangère, Montréal (Québec), le 22 janvier 1999.

Le programme du Canada pour un Conseil de sécurité de l'ONU renouvelé

Le Canada a siégé pour la dernière fois au Conseil de sécurité il y a 10 ans [1989-1990]. Le contexte mondial dans lequel celui-ci mène ses activités, les membres qu'il représente et les défis qu'il doit relever sont passablement différents de ce qu'ils étaient il y a une décennie. Le Conseil doit surmonter des difficultés qui nuisent à sa crédibilité. Il est loin de s'acquitter de toutes les responsabilités que lui a confiées la communauté internationale.

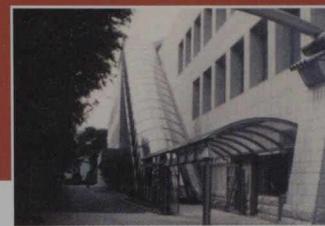
Le Canada remplira son nouveau mandat [1999-2000] à un moment historique. Le Canada fera en sorte que le Conseil devienne une instance plus dynamique qui élargit ses priorités, renforce son leadership, accroît la transparence de ses activités, et est plus sensible aux préoccupations des membres de l'ONU.

Nous verrons à accroître la capacité du Conseil de faire face à de nouvelles menaces non traditionnelles pour la sécurité, tels les conflits ethniques, les mouvements massifs de réfugiés, le trafic illicite des armes légères, les violations flagrantes des droits de la personne, la mauvaise gestion des affaires publiques, les manquements à la primauté du droit et les privations abjectes imposées aux individus.

Par ailleurs, nous verrons à ce que les questions de sécurité humaine s'intègrent aux mesures et aux décisions prises par le Conseil. Nous pourrions également amener le Conseil à demander plus systématiquement l'opinion des organisations non gouvernementales et d'autres acteurs de la société civile, en prise directe avec la réalité, et à mettre à profit leurs compétences. Le Conseil pourrait utiliser plus activement les instruments servant à prévenir les conflits.

Pour jouer le rôle de chef de file, le Conseil doit être prêt à agir, rapidement. C'est pourquoi le Canada continue d'appuyer la création d'un état-major de mission à déploiement rapide. Cela permettra au Conseil d'établir rapidement une tête de pont pour une mission de paix des Nations Unies, de façon à accroître les chances que son intervention soit efficace et opportune.

Nous collaborerons avec d'autres membres du Conseil afin de trouver comment et quand il convient que le Conseil intervienne dans des conflits où il ne serait pas intervenu par le passé. ●—



Le partenariat Canada-Mexique fait peau neuve

La 13^e réunion du Comité ministériel mixte Canada-Mexique qui a eu lieu du 17 au 19 février dernier, à Ottawa, a été considérée comme la plus réussie à ce jour.

Reflet de la relation de plus en plus dynamique qui unit les deux pays, cette réunion a rassemblé 17 ministres et secrétaires d'État canadiens et mexicains. La dernière réunion a porté sur de nouveaux secteurs tels le développement social, la culture, l'environnement et les affaires autochtones.

Les participants ont démontré leur intérêt à favoriser les échanges au sujet de l'élaboration et la mise en place de programmes de développement social et du marché du travail, de développement régional et de développement du capital humain.

Dans le secteur culturel, les deux pays ont convenu de collaborer à la promotion et à la préservation de la diversité culturelle et linguistique, chez eux et sur la scène internationale.

En ce qui a trait aux questions liées à l'environnement, ils se sont engagés à partager l'information, les techniques et les solutions relatives au changement du climat mondial, et d'aider les pays en développement à atteindre leurs objectifs de manière durable.

Quant aux affaires autochtones, les participants ont publié une déclaration qui les engage à élaborer des projets mixtes de coopération, des échanges et d'autres initiatives. Cette décision contribuera à stimuler les liens économiques et culturels entre les groupes autochtones des deux pays. En outre, on a noté qu'une mission commerciale autochtone se rendrait au Mexique en avril, regroupant des leaders et des gens d'affaires autochtones canadiens dans le but de saisir de nouvelles occasions de coopération.

Le Mexique est en train de devenir un partenaire privilégié du Canada sur le plan des affaires hémisphériques. Le partenariat Canada-Mexique est très prometteur et continuera sans doute à prendre de l'ampleur assez rapidement. ●—

Pour une version intégrale du discours, veuillez visiter notre site Web au : www.dfait-maeci.gc.ca et cliquez sur « Publications », ou contactez le Service des relations avec les médias au (613) 995-1874.

Pour de plus amples renseignements sur le partenariat Canada-Mexique, veuillez consulter le site Web du MAECI (www.dfait-maeci.gc.ca).

Promotion des arts canadiens dans le monde

Les quelques exemples ci-contre ne sont qu'une illustration du grand nombre d'artistes et de groupes culturels canadiens qui reçoivent un appui financier de la part du MAECI afin de se produire ou de présenter leurs œuvres à l'étranger. Diffuser la diversité culturelle canadienne à travers le monde est l'un des piliers de la politique étrangère canadienne.

En traduisant le sens de nos valeurs et de nos intérêts par l'écriture, la musique, la danse, le théâtre et les arts visuels, les œuvres de nos artistes nous permettent d'approfondir nos relations internationales tout en favorisant la compréhension réciproque. Le soutien du MAECI aide les artistes canadiens à présenter notre culture aux quatre coins du monde et permet, tant aux artistes qu'au public, de bénéficier d'échanges culturels, d'aide à la commercialisation internationale, de bourses de développement de projets de même que de formation.

Pour consulter le calendrier culturel international du Canada, visitez le site Web du MAECI (www.dfait-maeci.gc.ca) et cliquez sur « Attaché culturel ». Pour tout autre renseignement sur la politique étrangère et la culture, cliquez sur « La culture ».

La culture et la politique étrangère

Diffuser la diversité culturelle du Canada à l'étranger



photo : Gra



photo : Gracieuseté d'Opera Atelier

Opera Atelier, Toronto (Ontario)

Opera Atelier, la meilleure compagnie de théâtre baroque en Amérique du Nord, se produira au Festival des Arts de Singapour au mois de juin. Opera Atelier y présentera une production complète de *Dido et Énée* de Purcell, accompagnée d'extraits du *Bourgeois Gentilhomme* de Lully. La distribution, entièrement canadienne, de chanteurs et de danseurs sera accompagnée d'un orchestre de 17 musiciens jouant sur des instruments d'époque.

La La La Human Steps, Montréal (Québec)

La première de la plus récente création d'Édouard Lock, *EXAUCÉ*, a eu lieu en octobre 1998 au Théâtre des arts de Saitama, près de Tokyo, au Japon. Le spectacle de La La La Human Steps, une troupe montréalaise, y a été présenté pendant six semaines. Au cours des deux prochaines années, *EXAUCÉ* sera en tournée en Europe, en Amérique du Nord, au Moyen-Orient et en Asie, se produisant dans les principaux théâtres et festivals de plus de 60 villes.

Une célébration des Amériques par la danse, Winnipeg (Manitoba)

Deux troupes de danse de Winnipeg célébreront les Jeux panaméricains, qui se dérouleront dans cette ville en juillet, au moyen de chorégraphies sur le thème des Amériques. Alors que les Jeux mettront en évidence l'excellence des athlètes, la danse ajoutera un élément culturel illustrant l'excellence dans les arts. Le Royal Winnipeg Ballet créera une chorégraphie originale sous la gouverne du directeur artistique, André Lewis, visant à célébrer l'âme des Amériques. Pour leur part, les Winnipeg's Contemporary Dancers collaboreront avec des danseurs du Mexique, des États-Unis et du Canada afin d'enrichir les Jeux d'une dimension artistique; ils entreprendront ensuite une tournée à travers l'Amérique du Nord. ●



photo : Gracieuseté du Royal Winnipeg Ballet

Les questions de commerce et de culture sont d'une importance primordiale pour le Canada. Le Groupe de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (GCSCE) — Industries culturelles vient de publier un rapport sur la question. Intitulé *La culture canadienne dans le contexte de la mondialisation : Nouvelles stratégies pour la culture et le commerce*, le rapport du GCSCE est disponible sur le site Web du MAECI (www.infoexport.gc.ca/trade/culture/menu-f.asp) ou en téléphonant aux Services de renseignements du MAECI au 1 800 267-8376 (sans frais) ou au (613) 944-4000.

Nouvelles en BREF

PHILIPPE KIRSCH REÇOIT LE PRIX ROBERT S. LITVACK DES DROITS DE LA PERSONNE

Le 28 janvier, le juriconsulte du MAECI, M. Philippe Kirsch, a reçu le prix Robert S. Litvack pour sa contribution exceptionnelle à la cause de la paix et des droits de la personne. Ce prix a été remis conjointement à l'ancien procureur en chef des États-Unis au procès de Nuremberg sur les crimes de guerre, M. Benjamin B. Ferencz. Ce prix est offert annuellement par l'Université McGill de Montréal, et InterAmicus, un centre international de promotion et de protection des droits de la personne, basé à McGill. Le prix Robert S. Litvack a été institué en 1987 à la mémoire de ce défenseur infatigable des droits des Autochtones.



Philippe Kirsch et Benjamin B. Ferencz

Depuis son arrivée au MAECI en 1972, M. Kirsch a travaillé sans relâche au sein du système des Nations Unies pour aider à promouvoir les valeurs humanitaires dans le droit international. Il a notamment présidé le Comité plénier de la Conférence sur le Traité de Rome instituant, le 17 juillet 1998, la Cour criminelle internationale, un développement considéré comme révolutionnaire en droit international. La Cour verra le jour dès que 60 États auront ratifié le Traité. En prévision de cet événement, M. Kirsch a été élu, en février 1999, président de la Commission chargée d'élaborer les instruments nécessaires au bon fonctionnement de la Cour.

Droits de la personne — Faits saillants

1 Le système des droits humains à l'ONU : bilan 1998, un rapport mondial sur les droits de la personne, est maintenant disponible sur Internet. Il s'agit de la deuxième édition de cette publication annuelle produite par une organisation non gouvernementale, Internet des droits humains (IDH), avec le concours du MAECI. Le rapport guide le lecteur dans une vaste documentation sur les droits de la

personne, judicieusement présentée par pays et par thème. Une version imprimée du rapport peut être obtenue auprès d'IDH. La version électronique est disponible sur le site Web d'IDH (www.hri.ca/fortherecord1998).

- 2** La situation au Rwanda; le renouvellement du mandat du rapporteur spécial de l'ONU sur la liberté d'opinion et d'expression; l'impunité, la violence contre les femmes; le texte provisoire de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones. Voilà quelques-unes des principales questions que le Canada entendait soulever à la session 1999 de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies se déroulant à Genève du 22 mars au 30 avril. Le Canada prévoyait également co-parrainer une résolution sur la liberté de religion.
- 3** Lors d'une rencontre au début de mars à Ottawa avec des organisations non gouvernementales oeuvrant pour les droits de la personne, le ministre Axworthy a indiqué que le Canada s'emploierait à intégrer les questions des droits de la personne à ses activités au Conseil de sécurité des Nations Unies. Le 12 février 1999, M. Axworthy a présidé une séance du Conseil portant sur la protection des civils dans les conflits armés, organisée à l'initiative du Canada. Le Conseil de sécurité a accepté de tenir de nouvelles discussions sur la façon dont l'ONU pourrait jouer un rôle plus actif vis-à-vis de ce problème.

Nouvelles ambassades

Berlin — La construction d'une nouvelle ambassade canadienne à Berlin, en Allemagne, va commencer à l'automne 1999 et devrait être complétée en 2001. L'équipe gagnante du concours d'architecture, choisie par un panel d'architectes distingués du Canada et d'Allemagne, est : Kuwabara Payne McKenna Blumberg Architects/Architectes Gagnon, Letellier, Cyr/ Smith Carter Architects &

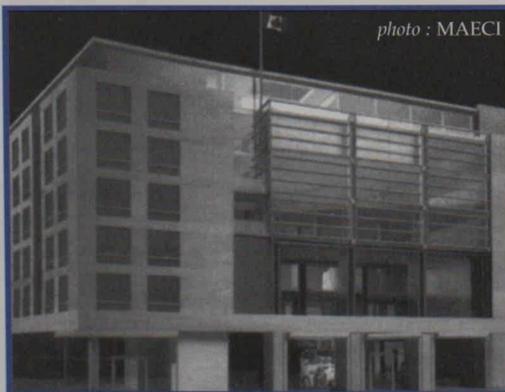


photo : MAECI

Engineers Inc. en association avec Vogel Architect, Consulting Architect.

Le Canada construit une nouvelle ambassade à Berlin en raison de la décision prise par l'Allemagne, suite à sa réunification, de rétablir Berlin comme siège du gouvernement. Cela se fera à l'automne 1999. Par conséquent, la plupart des opérations actuelles de notre ambassade à Bonn seront transférées à Berlin à l'été 1999, où nous occuperons des locaux provisoires.

La nouvelle ambassade canadienne sera située à un carrefour historique de Berlin, la Leipziger Platz et la Potsdamer Platz, en plein coeur de Berlin. Pour en savoir davantage au sujet de sa conception architecturale et pour d'autres détails, veuillez consulter le site Web du MAECI au www.dfait-maeci.gc.ca, cliquez sur « Publications », puis sur « Communiqués de presse ».

Abou Dhabi — Le ministre du Commerce international, M. Sergio Marchi, a inauguré officiellement la nouvelle chancellerie canadienne à Abou Dhabi le 24 février durant une visite de développement commercial de sept jours aux Émirats arabes unis, en Arabie saoudite, en Israël, de même qu'à Gaza et en Cisjordanie. Les Émirats représentent le marché où les gens d'affaires canadiens enregistrent la croissance la plus marquée de leurs activités au Moyen-Orient. En 1998, les exportations canadiennes vers les Émirats ont atteint un total estimé de 270 millions de dollars, soit un niveau presque cinq fois supérieur à celui d'il y a six ans.

Subvention à l'Université Laval

Le ministre Axworthy a annoncé le 25 février l'octroi d'une subvention de 250 000 \$ à l'Institut québécois des hautes études internationales de l'Université Laval pour appuyer son programme d'études supérieures en relations internationales. Cette subvention servira à établir un partenariat de trois ans entre le MAECI et l'Institut. Des étudiants et des chercheurs viendront au MAECI pour participer à des séminaires d'information sur toute une gamme de questions internationales et des représentants du MAECI se rendront à l'Institut afin d'y donner des conférences portant sur leur domaine de spécialisation.

L'Institut québécois des hautes études internationales est le seul au Canada à offrir en français un programme multidisciplinaire d'études supérieures en relations internationales.

• suite de la page **15**

Le Conseil de sécurité endosse une proposition canadienne sur l'Irak

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté à l'unanimité le 30 janvier une proposition canadienne visant à créer une approche unifiée pour traiter des questions touchant l'Irak. La proposition canadienne recommandait l'institution de trois groupes d'experts qui seraient chargés d'évaluer les principales questions relatives à l'Irak et de fournir des recommandations à cet égard au Conseil. Le premier groupe a pour mission d'évaluer dans quelle mesure l'Irak se conforme aux dispositions de désarmement contenues dans les résolutions du Conseil. Le deuxième groupe évalue la situation humanitaire qui prévaut en Irak, alors que le troisième a pour tâche d'examiner dans quelle mesure l'Irak remplit les exigences relatives aux questions de prisonniers de guerre disparus et d'indemnités liées à la guerre du Golfe. L'ambassadeur du Brésil à l'ONU, Celso Amorim, a accepté de présider les trois groupes d'experts. Il doit fournir ses recommandations au Conseil au plus tard le 15 avril. ●

POUR RECEVOIR NOTRE MAGAZINE

Canada — Regard sur le monde est distribué sans frais. Les résidents du Canada peuvent s'y abonner en écrivant aux :

Services de renseignements
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
125, promenade Sussex, B-2, Ottawa (Ontario) Canada K1A 0G2

On peut se procurer des exemplaires de ce numéro et des précédents en contactant les Services de renseignements (SXCI) :

Téléphone (sans frais) : 1 800 267-8376
Région de la capitale nationale : (613) 944-4000
Télécopieur : (613) 996-9709
Courriel : sxci.enqserv@extott09.x400.gc.ca

Le coin du lecteur

Des contraintes de temps ne nous ont pas permis de publier vos lettres dans ce numéro de **Canada — Regard sur le monde**. Nous allons inaugurer la nouvelle section dans le numéro 4, prévu pour le mois de juin. Partagez vos réflexions et commentaires au sujet du magazine et de la politique étrangère.

Adressez vos lettres comme suit :
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
Canada — Regard sur le monde
Le coin du lecteur
125, promenade Sussex, C2-159
Ottawa (Ontario)
Canada K1A 0G2

Le coin du lecteur



Dans notre PROCHAIN NUMÉRO

Notre prochain numéro portera, entre autres, sur les relations du Canada avec l'Amérique latine. Il sera aussi consacré aux Jeux panaméricains qui se dérouleront à Winnipeg en juillet et qui sont considérés comme l'une des plus importantes manifestations sportives et culturelles jamais tenues au Canada; plus de

5 000 athlètes et artistes de 42 pays participeront à cet événement. Nous inclurons également les sections régulières sur les nations qui font l'actualité et présentant des profils historiques ainsi que des conseils consulaires à l'intention des milliers de Canadiens et Canadiennes qui voyageront à l'étranger cet été. ●

SAVIEZ-VOUS QUE...

Après l'ONU et le Commonwealth, l'**OTAN** est l'organisation internationale que les Canadiens connaissent le mieux. En outre, selon trois Canadiens sur quatre, après l'ONU et l'Organisation mondiale du commerce, l'**OTAN** est l'institution qui devrait recevoir la **principale priorité**.

En moyenne, **6 000** utilisateurs consultent chaque jour le site Web du MAECI, soit près de **2,2 millions** d'utilisateurs par année.

Au cours de la dernière décennie, le Canada a signé ou ratifié **165** traités multilatéraux, **266** traités bilatéraux et s'est joint à **12** importants nouveaux organismes ou processus internationaux et régionaux.

Les Programmes des études canadiennes sont en vogue dans le monde entier. En effet, plus de **6 000** professeurs d'universités et de collèges de plus de 30 pays rejoignent, par leur enseignement, plus de **150 000** étudiants. Ils publient également des **centaines** d'articles et de livres érudits sur des sujets canadiens chaque année. Ces programmes reçoivent un appui financier du MAECI.

En six ans, le commerce bilatéral avec l'Amérique latine a **plus que doublé**, passant de **7,2 milliards** de dollars en 1991 à **18,3 milliards** de dollars en 1997. En 1998, un nombre record de **532** gens d'affaires ont participé à la mission commerciale d'Équipe Canada en Amérique latine, concluant **306** transactions d'une valeur de près de **1,8 milliard** de dollars.

THIS PUBLICATION IS
ALSO AVAILABLE
IN ENGLISH



Canada — Regard sur le monde est publié en français et en anglais sous la direction de :

Richard M. Bégin
Direction des services de communications (BCS)
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI)
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
Canada K1A 0G2

Canada — Regard sur le monde est également disponible sur Internet :
www.dfait-maeci.gc.ca/canada-magazine

